

505L A 116 / 12

4244

(1939

A

Relèvement de l'indemnité compensatrice accordée
aux fonctionnaires d'A.L.

Décret 14. 1.39 (J.O. 15. 1.39)

Relèvement de l'indemnité compensatrice accordée aux fonctionnaires d'A.L.

4244
Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du 15 janvier 1939

Décret du 14 janvier 1939 relevant l'indemnité compensatrice allouée aux fonctionnaires d'A. L.

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Relèvement de l'indemnité compensatrice accordée aux fonctionnaires en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du vice-président du conseil et du ministre des finances,

Vu la loi du 17 octobre 1919 relative au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;

Vu la loi du 24 juillet 1925 portant réorganisation du régime administratif des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle;

Vu la loi du 22 juillet 1923 relative au statut des fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine;

Vu l'article 28 de la loi du 31 mars 1926;

Vu la loi du 3 août 1927 et l'article 47, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 mars 1928;

Vu l'article 44 de la loi du 28 février 1934;

Vu les décrets des 16 juillet 1935 et 25 juin 1936 relatifs aux indemnités compensatrices d'Alsace et de Lorraine et à l'indemnité de fonctions du personnel enseignant et scientifique de l'université de Strasbourg;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité et en retraite;

Vu les décrets du 12 novembre 1938 concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et spécialement le rapport précédant ces décrets;

Vu le décret du 22 avril 1938,

Décète:

Art. 1^{er}. — Par modification aux dispositions des décrets des 16 juillet 1935 et 25 juin 1936:

Le taux de l'indemnité compensatrice des difficultés inhérentes à la dualité des langues et au régime spécial des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, allouée aux fonctionnaires, agents et employés de l'Etat de toutes catégories servant dans ces départements, est fixé à 16 p. 100.

L'indemnité spéciale de fonctions instituée par l'article 28 de la loi du 31 mars 1926 au profit du personnel enseignant et scientifique de l'université de Strasbourg est fixée à 25 p. 100 du traitement.

Le taux de l'indemnité compensatrice instituée par la loi du 3 août 1927 et par l'article 47 (premier alinéa) de la loi du 19 mars 1928 en faveur des agents des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et des ouvriers et ouvrières de toutes catégories des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle rétribués sur le budget de l'Etat est fixé à 10 p. 100 du traitement ou salaire de base ou du traitement ou salaire moyen suivant les cas.

Les indemnités prévues au présent article seront majorées, en faveur de leurs bénéficiaires pères de famille, de 2 p. 100 du traitement ou salaire pour chaque enfant mineur effectivement à leur charge au delà du troisième, sans toutefois que l'indemnité totale puisse dépasser 25 p. 100 pour les bénéficiaires des alinéas 1 et 3 et 30 p. 100 pour les bénéficiaires de l'alinéa 2.

Ladite majoration sera attribuée dans les mêmes conditions aux mères de famille recevant l'indemnité compensatrice ou l'indemnité spéciale de fonctions, lorsque la charge des enfants leur incombe effectivement.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus prendront effet du 1^{er} janvier 1939.

Art. 3. — Le vice-président du conseil et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

Le vice-président du conseil,

CAMILLE CHAUTEMPS.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

LOIS ET DECRETS. (p. 809).

4224

DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Relèvement de l'indemnité compensatrice accordée aux fonctionnaires en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du vice-président du conseil et du ministre des finances,

Vu la loi du 17 octobre 1919 relative au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;

Vu la loi du 24 juillet 1925 portant réorganisation du régime administratif des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle;

Vu la loi du 22 juillet 1923 relative au statut des fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine;

Vu l'article 28 de la loi du 31 mars 1926;

Vu la loi du 3 août 1927 et l'article 47, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 mars 1928;

Vu l'article 44 de la loi du 28 février 1934;

Vu les décrets des 16 juillet 1935 et 25 juin 1936 relatifs aux indemnités compensatrices d'Alsace et de Lorraine et à l'indemnité de fonctions du personnel enseignant et scientifique de l'université de Strasbourg;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires en activité et en retraite;

Vu les décrets du 12 novembre 1938 concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et spécialement le rapport précédant ces décrets;

Vu le décret du 22 avril 1938,

Décète :

Art. 1^{er}. — Par modification aux dispositions des décrets des 16 juillet 1935 et 25 juin 1936 :

Le taux de l'indemnité compensatrice des difficultés inhérentes à la dualité des langues et au régime spécial des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, allouée aux fonctionnaires, agents et employés de l'Etat de toutes catégories servant dans ces départements, est fixé à 16 p. 100.

L'indemnité spéciale de fonctions instituée par l'article 28 de la loi du 31 mars 1926 au profit du personnel enseignant et scientifique de l'université de Strasbourg est fixée à 25 p. 100 du traitement.

Le taux de l'indemnité compensatrice instituée par la loi du 3 août 1927 et par l'article 47 (premier alinéa) de la loi du 19 mars 1928 en faveur des agents des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et des ouvriers et ouvrières de toutes catégories des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle rétribués sur le budget de l'Etat est fixé à 10 p. 100 du traitement ou salaire de base ou du traitement ou salaire moyen suivant les cas.

Les indemnités prévues au présent article seront majorées, en faveur de leurs bénéficiaires pères de famille, de 2 p. 100 du traitement ou salaire pour chaque enfant mineur effectivement à leur charge au delà du troisième, sans toutefois que l'indemnité totale puisse dépasser 25 p. 100 pour les bénéficiaires des alinéas 1 et 3 et 30 p. 100 pour les bénéficiaires de l'alinéa 2.

Ladite majoration sera attribuée dans les mêmes conditions aux mères de famille recevant l'indemnité compensatrice ou l'indemnité spéciale de fonctions, lorsque la charge des enfants leur incombe effectivement.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus prendront effet du 1^{er} janvier 1939.

Art. 3. — Le vice-président du conseil et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le vice-président du conseil,
CAMILLE CHAUMONT.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du 15 janvier 1939

Présidence du conseil.

Décret du 14 janvier 1939 (relèvement de
l'indemnité compensatrice accordée aux fonctionnaires
d'Alsace et de Lorraine (p. 809))

**Relèvement de l'indemnité compensatrice
accordée aux fonctionnaires en service
dans les départements du Haut-Rhin, du
Bas-Rhin et de la Moselle.**

Le Président de la République française,
Sur le rapport du vice-président du conseil
et du ministre des finances,

Vu la loi du 17 octobre 1919 relative au
régime transitoire de l'Alsace et de la
Lorraine;

Vu la loi du 24 juillet 1925 portant réor-
ganisation du régime administratif des
départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin
et de la Moselle;

Vu la loi du 22 juillet 1923 relative au
statut des fonctionnaires d'Alsace et de
Lorraine;

Vu l'article 28 de la loi du 31 mars 1926;

Vu la loi du 3 août 1927 et l'article 47,
alinéa 1^{er}, de la loi du 19 mars 1928;

Vu l'article 44 de la loi du 28 février
1934;

Vu les décrets des 16 juillet 1935 et
25 juin 1936 relatifs aux indemnités com-
pensatrices d'Alsace et de Lorraine et à
l'indemnité de fonctions du personnel en-
seignant et scientifique de l'université de
Strasbourg;

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif
à l'amélioration de la situation des fonc-
tionnaires en activité et en retraite;

Vu les décrets du 12 novembre 1938
concernant les départements du Haut-Rhin,
du Bas-Rhin et de la Moselle et spéciale-
ment le rapport précédant ces décrets;

Vu le décret du 22 avril 1938,

Décète:

Art. 1^{er}. — Par modification aux dispo-
sitions des décrets des 16 juillet 1935 et
25 juin 1936:

Le taux de l'indemnité compensatrice
des difficultés inhérentes à la dualité des
langues et au régime spécial des départe-
ments du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la
Moselle, allouée aux fonctionnaires, agents
et employés de l'Etat de toutes catégories
servant dans ces départements, est fixé
à 16 p. 100.

L'indemnité spéciale de fonctions insti-
tuée par l'article 28 de la loi du 31 mars
1926 au profit du personnel enseignant
et scientifique de l'université de Stras-
bourg est fixée à 25 p. 100 du traitement.

Le taux de l'indemnité compensatrice
instituée par la loi du 3 août 1927 et par
l'article 47 (premier alinéa) de la loi du
19 mars 1928 en faveur des agents des
chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et
des ouvriers et ouvrières de toutes caté-
gories des départements du Haut-Rhin, du
Bas-Rhin et de la Moselle rétribués sur le
budget de l'Etat est fixé à 10 p. 100 du
traitement ou salaire de base ou du trai-
tement ou salaire moyen suivant les cas.

Les indemnités prévues au présent ar-
ticle seront majorées, en faveur de leurs
bénéficiaires pères de famille, de 2 p. 100
du traitement ou salaire pour chaque en-
fant mineur effectivement à leur charge
au delà du troisième, sans toutefois que
l'indemnité totale puisse dépasser 25 p. 100
pour les bénéficiaires des alinéas 1 et 3
et 30 p. 100 pour les bénéficiaires de l'ali-
néa 2.

Ladite majoration sera attribuée dans les
mêmes conditions aux mères de famille
recevant l'indemnité compensatrice ou
l'indemnité spéciale de fonctions, lorsque
la charge des enfants leur incombe effec-
tivement.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er}
ci-dessus prendront effet du 1^{er} janvier
1939.

Art. 3. — Le vice-président du conseil
et le ministre des finances sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'exécu-
tion du présent décret, qui sera publié au
Journal officiel.

Fait à Paris, le 14 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

Le vice-président du conseil,
CAMILLE CHAUTEUPS.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.